

**Conférence de presse
Demande d'action juridique par le Québec**

Date : Vendredi, 4 novembre 2011 Heure : 10 h 45 Lieu : Collège Dawson 4001, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal
--

Participants :

Heidi Rathjen, porte-parole de **Polysesouvient** (et animatrice de la conférence)
Sylvie Haviernick, sœur de Maud Haviernick qui est décédée à Poly
Jean-François Larrivée, époux de Maryse Laganière qui est décédée à Poly
Louise de Sousa, mère d'Anastasia qui est décédée à Dawson
Patricia Boivin, présidente de **l'Association des Étudiants de Polytechnique**
Leo Fugazza, **Syndicat des étudiants et étudiantes de Dawson**
Arlène Gaudreault, **Association québécoise Plaidoyer-Victimes**
Nathalie Villeneuve, **Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale**
Ève-Marie Lacasse, **Fédération des femmes du Québec**
Élizabeth Pousoulidis, **Association des familles de personnes assassinées ou disparues**
Marguerite Bilodeau, **Artiste pour la paix et Projet Ploughshares**
Denise Boucher, **CSN**
Stéphane Bergeron, député de Verchères, porte-parole de l'opposition officielle en matière de sécurité publique
Amir Khadir, député de Mercier, co-porte parole de Québec solidaire;
Lisette Lapointe, députée de Crémazie;
Françoise David, présidente de Québec solidaire
Stéphane Roullion, B.Ing., diplômé de Poly
Maryse Dandurant, employée retraitée de Poly
Plusieurs étudiants de Dawson

Appuient la démarche :

Louise Beaudoin, députée de Rosemont
Pierre Curzi, député de Borduas
Jean-Martin Aussant, député de Nicolet-Yamaska

INTRODUCTION – MISE EN CONTEXTE :

Heidi Rathjen

Bonjour à tous et grand merci d'être ici en si grand nombre. Je me nomme Heidi Rathjen, je suis fière diplômée de Polytechnique, et je représente le Groupe des étudiants et diplômés de Poly pour le contrôle des armes, ou Polysesouvient.

Je ne peux compter le nombre de fois que nous avons tenu une conférence de presse à l'École Polytechnique, à Concordia ou à Dawson pour souligner l'importance d'avoir un meilleur contrôle des armes. Il est triste, mais les victimes et témoins de ces tragédies doivent constamment revenir sur les lieux pour lutter pour une meilleure loi et, depuis l'adoption de la loi, pour protéger nos gains.

Ainsi, nous voici de nouveau. Or, aujourd'hui nous ne nous adressons plus au gouvernement fédéral. Le gouvernement Harper, qui détient la majorité depuis le printemps dernier, a fait preuve d'un entêtement et d'une mauvaise foi si épouvantable, qu'il est inutile pour nous de tenter quelque dialogue que ce soit. Il est clair que le gouvernement Harper refuse de nous entendre et refuse aussi toute négociation ou compromis sur la question du registre.

En effet, depuis qu'ils sont au pouvoir, chacune de leurs décisions sur la question du contrôle des armes semble être basée sur des considérations purement idéologiques, s'enlignant parfaitement avec les désirs du lobby des armes. Les conservateurs ignorent sciemment les faits, l'avis des experts et la volonté de la majorité de la population qui appuie l'enregistrement des armes. Ils déforment les faits, ou tentent de les supprimer, et vont jusqu'à mentir impunément sur les coûts, sur la nature de la criminalité, et sur les enjeux légaux (*par exemple La Loi sur la protection des renseignements personnels*).

Aujourd'hui, nous nous tournons vers le gouvernement du Québec, vers le premier ministre Jean Charest, vers le ministre de la sécurité publique Robert Dutil, vers le ministre des Affaires intergouvernementales Yvon Vallières, et vers le Ministre de la Justice Jean-Marc Fournier.

Dans ce débat, le Québec se distingue nettement des autres provinces. Je ne parle ici pas au niveau des dommages causés par les armes à feu, malgré les trois tueries tristement célèbres dans nos institutions scolaires. La réalité, c'est les taux de décès par balles sont généralement plus élevés dans les autres provinces, surtout celles de l'Ouest. Je ne parle pas non plus de l'appui du public pour le registre des armes. Bien que l'appui public soit nettement plus important au Québec, comparativement à toutes les autres provinces, il n'en demeure pas moins que plus de personnes appuient le registre que ceux qui s'y opposent dans toutes les provinces canadiennes.

Ce qui distingue le Québec, sur cette question d'une importance monumentale pour la sécurité publique, c'est que nos parlementaires sont allés au front pour défendre le contrôle des armes et le registre depuis les 22 dernières années. Seuls les élus du Québec ont systématiquement mis de côté toute partisanerie politique pour appuyer et défendre ouvertement et activement le registre des armes à feu. Seuls les parlementaires québécois ont écouté les policiers, qui témoignent de l'efficacité du registre pour prévenir des tragédies et ont choisit de s'allier en toute solidarité avec les victimes et leurs familles. Seul le Québec a adopté une loi, la Loi Anastasia, pour resserrer davantage les contrôles en complémentarité avec la loi fédérale.

Notre démarche aujourd'hui ne consiste donc pas en une critique ou plainte envers le gouvernement du Québec. Nous sommes ici pour demander au Québec d'aller plus loin, de poser un geste concret qui est peut-être exceptionnel mais très réalisable. Conformément à ses nombreuses prises de position en faveur du registre, nous demandons au gouvernement du Québec d'entamer un recours juridique le plus rapidement possible, soit la seule action dans les circonstances actuelles qui, à nos yeux, peut sauver le registre, ou du moins les précieuses données qu'il contient.

C'est URGENT, parce qu'une contestation constitutionnelle ou une demande d'injonction, quelle que soit l'action légale la mieux adaptée pour la situation, prend des semaines à préparer.

Or, les conservateurs agissent de façon à mettre en œuvre le projet de loi C-19 le plus rapidement possible. Ils ont présenté le projet de loi C-19 à la Chambre des communes mardi de la semaine dernier (le 25 octobre) et, deux jours plus tard, ont voté pour limiter le débat à son sujet. Le vote de deuxième lecture a eu lieu ce mardi dernier (1^{er} novembre), et le projet de loi a déjà été acheminé vers le Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre — comité

que les conservateurs contrôlent. On peut donc s'attendre à des audiences accélérées et des témoignages limités, et un vote final de troisième lecture très prochainement. Puisque les conservateurs contrôlent également le Sénat, on parle d'une sanction royale potentielle au cours des prochaines semaines.

L'événement aujourd'hui est aussi une première, en tout cas pour moi. Non seulement sommes nous ici de nombreux groupes, témoins et victimes, unis et solidaires, mais nous sommes appuyés par les députés de l'opposition.

TÉMOIGNAGES

Sylvie Haviernick

Bonjour. Mon nom est Sylvie Haviernick. Je suis la sœur de Maud. Il est impossible d'imaginer la douleur associée à la perte d'un membre de la famille, surtout lorsque cette perte est insensé, inutile et évitable. C'est pourquoi j'ai appuyé le mouvement pour le contrôle des armes depuis le début. J'ai vu et entendu beaucoup de choses au cours de ces années, mais je demeure toujours perplexe devant l'attitude irrationnelle et vindicative du parti conservateur.

Le meurtrier de Poly a utilisé un Ruger Mini-14, une arme d'épaule. Cette arme lui a permis de tuer quatorze femmes et gravement blessé treize autres victimes en moins de 30 minutes. C'est la même arme utilisée par le tueur norvégien pour tuer 69 jeunes en 90 minutes cet été. Cette arme figure parmi les 7 millions d'armes d'épaule qui seront dé-enregistrées, qui deviendront invisibles. La police ne saura plus qui en achète, combien et à qui ils les revendent. C'est inimaginable. En fait, toutes les armes à feu sont dangereuses. L'enregistrement de toutes est essentiel aider la police à faire leur travail pour prévenir des tragédies.

En fait, toutes les organisations policières témoignent de l'efficacité du registre pour protéger le public. Le registre est associé à une baisse phénoménale des blessures et décès par balle, passant de 1125 en 1995 à 723 en 2007. Comment les conservateurs peuvent-ils défendre l'indéfendable? Comment peuvent-ils chercher à abolir une mesure qui protège nos enfants, nos communautés? J'ai perdu tout respect pour ce gouvernement.

Heureusement, c'est une toute autre histoire en ce qui concerne le gouvernement du Québec. Monsieur Charest, vous être notre dernier espoir. Je vous supplie, au nom de Maude et de toutes les victimes de la tuerie à Poly, de garder votre promesse à savoir que vous allez tout faire pour sauver le registre. Entamer un recours devant les tribunaux immédiatement.

Jean-François Larrivée

Je suis le mari de: Maryse Laganiere qui a perdu la vie le 6 décembre 1989 quelques mois après notre mariage. Maryse travaillait aux services des finances de Poly et a donc perdu la vie sur son lieu de travail, lieu même où l'on s'est vu pour la première fois quelques années auparavant.

La Loi sur le contrôle des armes a été obtenue après six ans de travail par les étudiants et les familles des victimes de la tuerie à Poly. Elle est un monument à la mémoire de Maryse, tout comme à celle des autres femmes décédées, parce qu'elle représente un gain concret qui vise à prévenir le genre de violence qui a effacé sa vie.

Mais le registre des armes n'est plus seulement un symbole. C'est un outil concret et efficace. Quand toutes les associations nationales de police témoignent de l'efficacité du registre à protéger le public, je crois sincèrement que le débat devrait être clos.

À chaque année, nous nous rappelons la tragédie et nous faisons état des progrès obtenus depuis. Et pendant les quinze derniers anniversaires, nous pouvions au moins souligner la grande victoire pour la sécurité publique qu'est la Loi sur les armes à feu. Mais qu'allons-nous dire le 6 décembre prochain?

Cela dépendra de notre seul allié qui a la capacité de bloquer les conservateurs : le gouvernement du Québec. Cher monsieur Charest, vous avez maintes fois exprimé votre appui pour le registre. Nous comptons sur vous maintenant pour sauver les données. Peut-on même espérer pour sauver le registre lui-même? Cela dépend de vos avocats! 😊 Monsieur Charest, nous comptons sur vous!

Louise de Sousa

It is not easy for me to be here today, one again. It is hard enough to go on with life after losing a child, excruciatingly hard. I am not here to gain anything. Anastasia will never come back. But I know she would want me to be here, to contribute to all the efforts aiming to prevent similar unnecessary suffering and loss of life. Supporting tougher gun control is one way to do that.

I am saddened by the fact of this major public safety measure is being attacked by irrational, spiteful, pro-gun ideology. I can't stand hearing all the disinformation and propaganda being spewed by the conservatives. I mean, give me a break. I'm no expert, but this is a no-brainer. I'm devastated by the thought that the loss of the registry will result in more preventable pain and suffering for other families.

One of my solaces over the past 5 years was the steadfast support of the Quebec Government. Jean Charest was personally involved in adopting the Anastasia law. I have many times shaken his hands and will always be grateful for what he did.

But now he has to do more. Please, Mr Charest, help us once again and launch a legal challenge. If there's hope you must do it. No other provincial government as displayed as much courage as ours, and we are counting on you to continue by challenging the conservatives' bill before the courts.

Hayder Kadhim

My name is Hayder Kadhim. I'm 23 and I study industrial engineering at Concordia University. I am a survivor of the Dawson College shooting which occurred 5 years ago on 13 September 2006.

I am a proud Canadian and proud to belong to this country, where violence is unacceptable, where we have the chance to live, free, in Canada. Even though I survived a horrible shooting in which I lost a friend, I still have hopes to continue living safely in this country. Safety in this country, in my opinion, includes strict control of firearms. The day after the shooting, when I heard the bad news that I lost a good friend, Anastasia, I vowed to fight to the end, for a positive change in my country. To this day, we have carried this fight, because the end doesn't seem to come anytime soon.

We have requested many measures to improve gun legislations. But the Conservatives have not put any kind of expertise to use in improving gun control. After 5 years, I have completely lost

hope in Harper and his gang. It is very disappointing, disrespectful, and despicable, for the Conservative government to disregard our call and many Public safety experts and move forward with this bill to scrap the registry. These laws were introduced in the honor of the victims of Polytechnique. I speak for the survivors of the shooting here at Dawson, the registry is a big piece of the gun control puzzle. By scrapping it, we are undeniably regressing.

We are being Americanized with the way the Conservatives are handling our public safety. As soon as they took power in 2006, they did everything they could to weaken gun control, and more specifically the long gun registry. Instead of fighting for MORE controls from Ottawa, we had to fight for what was already won and was being slowly dismantled: The perpetual amnesty, the refusal to reclassify assault weapons, and the many attempts to kill the registry. Again, I have lost all hope and respect for the conservatives.

On the other hand, the provincial Quebec government did what it could within the limits of its provincial jurisdiction, by introducing the Anastasia Law a few years ago. But again, our provincial government could not do much more as the main gun control system of laws on weapons, gun permits and registration are administered under the federal criminal code.

My experience with Quebec and with Jean Charest in particular is like night and day compared to Harper. Jean Charest met with us many times; he was engaged and determined throughout the process to adopt the Anastasia law, and I sincerely believe he has the public's best interests at heart on this very important public safety issue.

Mr. Charest, we need you again. We need Quebec to use whatever means at its disposal to save the registry from Bill C-19. If there is a chance, even a small one, that legal action could delay or block or minimize the damage that the conservatives intend on doing, then you have to do it. I am counting on you once again, Mr. Charest.

Arlène Gaudreault

Parmi tous les gens dans la population, ce sont les victimes qui connaissent le mieux les conséquences réelles et permanentes de la violence. Alors même si, pour beaucoup des victimes que nous représentons, le mal est déjà fait, les groupes de victimes appuyons vigoureusement les mesures de prévention pour contrer la criminalité.

Selon nous, le contrôle et l'enregistrement des armes à feu sont essentiels pour empêcher les tragédies et les conséquences multiples qu'elles peuvent entraîner dans la vie des victimes et de leurs familles.

Notre position est partagée par l'Ombudsman fédérale des victimes d'actes criminels, madame Sue O'Sullivan, qui est nommée par les ministres de la Justice et de la Sécurité publique. Le 25 octobre dernier, elle a réitéré sa position face au registre, à savoir « *Notre position sur cette question est claire - le Canada doit faire tout ce qui est possible pour prévenir d'autres tragédies, en utilisant les outils que nous avons pour aider à protéger nos communautés comme le registre des armes d'épaule* ».

C'est un message que les conservateurs, qui disent se ranger du côté des victimes, ne semblent pas vouloir comprendre. Au nom des victimes de violence, nous nous tournons donc vers le gouvernement du Québec, qui lui seul peut lutter contre le projet de loi conservateur, soit par le biais des tribunaux. Monsieur Dutil, nous attendons de vous une annonce officielle très bientôt...

Nathalie Villeneuve

Les carabines et les fusils de chasse sont les armes à feu les plus fréquemment utilisées pour commettre des homicides conjugaux. Elles font partie du cycle d'abus, d'intimidation et de menaces subies par de nombreuses femmes ainsi que par leurs enfants. Pour chaque femme tuée, il y en a des centaines d'autres qui sont terrorisées dans leur propre demeure.

Comme l'ensemble des organisations œuvrant pour assurer la sécurité des femmes, le **Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale** considère le contrôle des armes — et plus particulièrement le registre des armes d'épaule — absolument essentiel pour protéger les femmes et les enfants de la violence par armes à feu.

En effet, le nombre de femmes tuées par armes à feu a diminué de 70 pour cent depuis la mise en œuvre de contrôles plus stricts, passant de 85 en 1991 à 26 en 2007. Le registre a joué un rôle déterminant dans cette réduction. Il sert à retirer TOUTES les armes que possède un conjoint violent lorsque la police est avisée de menaces ou de comportements violents, en lien avec les milliers d'ordonnances de prohibition de possession émises à tous les ans pour des individus à risque.

Bref, nous croyons en l'importance de maintenir le registre des armes d'épaule pour assurer la sécurité de toutes les femmes. Et c'est pourquoi nous implorons le gouvernement du Québec de nous rassurer qu'il s'engage formellement à entamer une démarche judiciaire pour sauver le registre ou ses données. Un registre éventuel québécois n'est pas l'idéal, mais il sauvera néanmoins la vie de nombreuses femmes.

Patricia Boivin, Association des Étudiants de Polytechnique

(Texte non disponible)

Leo Fugazza, Syndicat des étudiants et étudiantes de Dawson

(Texte non disponible)

Représentants élus présents sur place:

Stéphane Bergeron, député de Verchères, PQ

(Texte non disponible)

Amir Khadir, député de Mercier, QS

(Texte non disponible)

Lisette Lapointe, députée de Crémazie, indépendante

(Texte non disponible)

CONCLUSION

Heidi Rathjen

Merci à tout le monde. Je crois que le message est clair. Nous comptons sur le gouvernement du Québec pour agir de manière concrète et sans délai afin d'empêcher un désastre irréversible pour la sécurité de nos communautés et nos générations futures.